

SUIVI DES MESURES DU « RENDEZ-VOUS » SALARIAL

Ce 5 novembre était organisée une réunion dite de suivi des mesures annoncées lors du rendez-vous salarial du 2 juillet, lesquelles ne sont guère que des mesurettes, en réalité et qui ne relèvent pas réellement de ce qui est attendu lors d'un rendez-vous salarial : revalorisation des frais de missions, reconduction de la GIPA, revalorisation de la prime d'activité, et du CESU, compensation de la CSG pour 2020, poursuite du déploiement de PPCR,...

Le secrétaire d'Etat a aussi confirmé le développement en 2020 du régime indemnitaire récompensant l'engagement professionnel (en clair, le développement de la rémunération variable au mérite). Solidaires a dénoncé l'orientation gouvernementale vers la rémunération au mérite des agent-es publics qui accroît les inégalités et défavorise les femmes.

Cette réunion a été l'occasion pour Solidaires de rappeler une nouvelle fois ses revendications :

- augmentation de la valeur du point d'indice ;
- attribution uniforme de points d'indice à toutes et tous ;
- reconnaissance des qualifications par une réelle revalorisation des grilles indiciaires ;
- assurance de la compensation pérenne de la hausse de la CSG ;
- abrogation de l'injuste jour de carence (et pour cette Solidaires, cette revendication vaut bien entendu tant pour les agent-es publics que les les salarié-es du privé) ;
- véritables mesures visant à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes notamment par la revalorisation des carrières féminisées... ;
- mesures de réduction des inégalités entre versants et catégories.

Pour Solidaires, ces mesures ne coutent pas un pognon de dingue mais sont uniquement la juste rémunération du travail des agent-es publics et de la richesse créée pour l'ensemble de la société.

Solidaires a interpellé le secrétaire d'Etat sur les annonces concernant la Seine-Saint-Denis au sujet desquelles aucune réponse n'a été donnée.

Solidaires a par ailleurs rappelé la nécessité d'un plan massif de titularisations afin de sortir les agent-es contractuel-les de situation de précarité, et leur permettre d'intégrer la rémunération, la carrière des fonctionnaires alors même qu'ils-elles sont plus d'1 280 000 et que la loi fonction publique va encore aggraver leur situation.

Enfin, Solidaires a rappelé son opposition au projet de réforme des retraites qui va générer une baisse importante des pensions, et exigé son retrait.